



La lettre d'information du groupe Front de gauche de la Région Île-de-France

Alstom : Oui, la Région peut agir !

Alors que le groupe Alstom est menacé à Belfort et qu'au-delà toute la filière industrielle liée au matériel roulant est en difficulté, notre groupe s'est mobilisé en séance pour obtenir des engagements de la Région

En effet notre collectivité, première commande publique dans le domaine, a un poids stratégique certain. Derrière une décision du STIF il y a souvent des emplois bien réels en jeu. C'est pourquoi nous voulons faire aboutir avant la fin de l'année la commande de 130 rames pour le RER D et de 124 pour le RER E

Malheureusement, la présidente de région Valérie Pécresse n'a pas assumé ses responsabilités, en se réfugiant derrière les règles des marchés publics, arguant qu'elle ne pouvait agir sur les commandes

Au contraire, pour le Front de gauche, le politique doit peser sur les choix et fixer des critères : c'est l'excellence en terme d'emploi, de conditions de travail et d'industrie qui doit dicter la commande, et non le moins-disant financier

Céline MALAISÉ

Céline MALAISÉ

Conseillère régionale d'Île-de-France de Paris
Présidente du groupe FDG

Plan anti-bouchons, voies sur berges : la droite choisit le tout-voiture !

Pour cette séance de rentrée la droite a tout misé sur la route ! La majorité présentait son "plan anti-bouchons" pour "changer la route", et Les Républicains ont choisi de faire acter par la région le refus de la piétonnisation des voies sur berges à Paris. Contre ces logiques rétrogrades, notre groupe a été force de proposition pour mettre les impératifs sociaux et écologiques au coeur du débat

Après les renoncements de Pécresse sur les transports en commun (augmentation du Pass Navigo notamment), il n'est pas étonnant de voir la droite se rabattre sur les déplacements individuels en voiture. Ainsi pour régler le problème des bouchons, la majorité propose de produire... plus de routes, alors même que toutes les études montrent que cela démultiplie les voitures et donc la pollution.

Pour notre groupe, il faut changer les usages des Franciliens, en continuant à développer les transports en commun et les modes doux (vélo notamment). C'est pourquoi nous soutenons le projet de piétonnisation des berges de Seine à Paris. Il est regrettable que Les Républicains se prêtent à une polémique politique sur un enjeu de santé publique : 6600 vies pourraient être épargnées à l'échelle de la métropole !

De plus la question des poids lourds n'a jamais été évoquée par la droite alors que c'est un des principaux facteurs d'encombrement routier ! Nous pensons qu'il est urgent de relancer le fret ferré et fluvial ! Des mesures efficaces existent, pourquoi la majorité régionale ne les applique-t-elle pas ?



En fait, ce n'est pas tant les embouteillages qui préoccupent Mme Pécresse... Les objectifs de sa "smart région" se précisent : il s'agit avant tout de répondre à la logique

du marché, aux exigences de quelques multinationales comme Google ou Uber et au lobby du "tout voiture".

Céline Malaisé,
présidente du groupe FDG IDF

**FRONT
DE GAUCHE**
* île de France

www.frontdegauche-idf.fr

57 rue de Babylone, 75007 PARIS - 01 53 85 68 50

Twitter/ElusFdGCRIdf - Facebook/Elus Fdg Idf

Céline Malaisé : celine.malaisé@iledefrance.fr



Nos interventions au conseil régional

Politique culturelle

Clémentine AUTAIN (élue Ensemble 93) a dénoncé la politique culturelle de la droite, qui réduit dans les faits le maillage culturel en Ile-de-France. Derrière les grands affichages, le budget Culture est en baisse, notamment la Politique Artistique et Culturelle (PAC) qui permet à de nombreux créateurs de vivre de leur métier. Le turn-over des aides régionales devient la règle, et peu importe si cela doit se traduire par la disparition d'une soixantaine de compagnies, ainsi que des emplois et activités artistiques que cela suppose...

Carte unique des bassins d'emploi en IDF

Pour **Michel JALLAMION (élu R&S 75)**, la vision de l'exécutif régional en terme d'emploi est digne des années 80 : il ne s'agit pas de répondre aux besoins des personnes, mais de flexibiliser pour le marché du travail, en enfermant les jeunes sur un territoire donné et dans un secteur économique donné.

Campus d'économie touristique Paris Val d'Europe

Taylan COSKUN (élu PCF 93) a vivement critiqué le modèle touristique que la Région souhaite imposer, considérant que si la part belle est faite au tourisme de luxe, les autres formes de tourisme social, écologique et responsable ne sont pas prises en compte. De plus avec ce nouveau "campus touristique" se pose la question de la pérennité des emplois et de leur qualité.

Stratégie sur l'eau

Didier MIGNOT (élu PCF 93), a souligné la nécessité pour la Région de mener, au-delà du cadre des compétences ter-

ritoriales, une action volontariste pour le service public de l'eau, qui reste un véritable enjeu politique. Sur la protection des milieux aquatiques, il a également insisté sur l'enjeu de la lutte contre la pollution des sols et des nappes phréatiques, et de la protection des terres agricoles (notamment par l'abandon du projet EuropaCity).

Semences : la droite recule

La droite proposait de déléguer le pouvoir d'attribution des subventions aux chambres d'agriculture tenues par la FNSEA, et de n'aider que les utilisateurs de semences certifiées. **Jean-Michel RUIZ (élu PCF 95)** a porté l'exigence d'aider aussi les petits agriculteurs utilisateurs de semences fermières. Grâce à la détermination de notre groupe, l'exécutif a dû modifier son projet.

Création du fonds Economie Sociale et Solidaire

Pour **Vanessa GHIATI (élue PCF 92)**, favoriser le développement des Structures d'Insertion par l'Activité Economique, c'est favoriser l'accès au crédit, et exiger des entreprises qu'elles offrent des emplois durables.

Coopération internationale : Non à la concurrence !

Avec la présentation d'accords de coopération décentralisée de notre Région avec la Catalogne et Casablanca-Settat, se dessine la vision libérale portée par Mme Péresse. **Eric COQUEREL (élu PG 75)** a dénoncé l'Europe des régions et de la mise en concurrence des territoires promue autour de l'accord avec le gouvernement de Catalogne. **Vanessa GHIATI (élue PCF 92)** quant à elle a regretté que

la question sociale au Maroc comme en France soit absente des discussions avec la région de Casablanca, pourtant zone la plus inégalitaire du royaume.

Lutte contre les discriminations

La droite présentait au dernier conseil sa politique en matière de lutte contre les discriminations et pour l'égalité Femmes/Hommes. **Céline MALAISE (élue PCF 75)** a exposé notre opposition "franche, radicale et réfléchie" à un rapport qui va à rebours de l'Histoire et des luttes progressistes et émancipatrices.

On passe ainsi de la lutte à la gestion des inégalités en ciblant les seules victimes et non les systèmes qui les frappent. Pire, alors qu'il faudrait combattre chaque discrimination avec la même fermeté et en tenant en compte que chacune est spécifique, la droite les hiérarchise et les met en concurrence ! Pour notre groupe, c'est inacceptable.

Sur le sexisme, discrimination qui frappe de fait un Francilien-ne sur deux, la droite opère de graves reculs, avec l'asphyxie progressive du Centre Hubertine Auclert. L'activité de ce centre dont le travail est pourtant reconnu y compris par ONU-Femmes. L'activité de ce centre doit être pérennisée et garantie. Son indépendance est une condition de la qualité de ses actions. Nous serons donc mobilisés aux côtés des associations féministes.

Les élu-e-s du groupe Front de gauche à la région Île-de-France



Céline MALAISE
(75) - PCF
Présidente de groupe



Clémentine AUTAIN
(93) - Ensemble



Lamine CAMARA
(91) - PCF



Eric COQUEREL
(75) - PG



Taylan COSKUN
(93) - PCF



Sylvie FUCHS
(77) - PCF



Vanessa GHIATI
(92) - PCF



Fabien GUILLAUD-BATAILLE
(94) - PCF



Michel JALLAMION
(75) - République & Socialisme



Didier MIGNOT
(93) - PCF



Jean-Michel RUIZ
(95) - PCF